

# Situation de l'économie suisse

## Aperçu

La Suisse a connu deux trimestres de forte baisse du PIB : après un recul de 1,9 % au 1<sup>er</sup> trimestre, le 2<sup>e</sup> trimestre a été marqué par une baisse de 7,3 % (graphique 1). La pandémie de Covid-19 donne le ton à l'année en cours, tant au niveau national qu'international.

Le secteur industriel a été confronté à un effondrement temporaire de la demande internationale au cours du 2<sup>e</sup> trimestre : le commerce mondial des marchandises a chuté de 14,5 % par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2019. Contrairement à ce qui s'est passé lors de la crise financière, notamment, la demande intérieure n'a pas joué le rôle de pilier de la croissance et a subi sa plus forte baisse jamais enregistrée en un trimestre. Dans cette conjoncture extraordinaire, des fermetures opérationnelles et frontalières ainsi que d'autres restrictions à l'activité économique ont été imposées à partir du 16 mars. Les dépenses de consommation et la valeur ajoutée des industries concernées ont chuté en un temps record.

En conséquence, les investissements ont également fortement diminué. Sur le marché du travail, la situation s'est rapidement assombrie : l'emploi a légèrement diminué, tandis que le chômage a fortement augmenté à partir de la mi-mars. Le recours généralisé à l'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail a permis d'éviter de nouvelles pertes d'emploi et de soutenir les revenus des ménages.

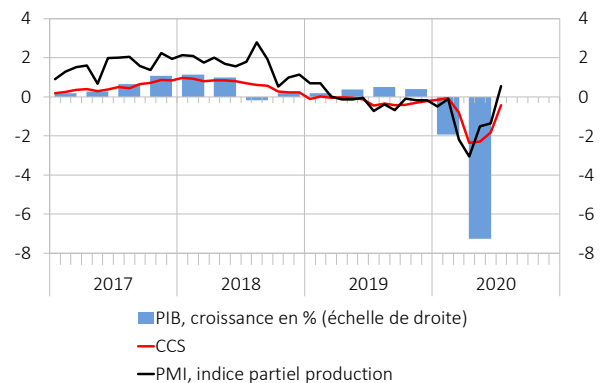
Après la levée du confinement, l'économie, sur certains plans, s'est rapidement redressée. La mobilité de la population et le commerce intérieur de marchandises ont augmenté rapidement à partir de la fin du mois d'avril. De nombreux magasins et entreprises ont rouvert leurs portes et ont enregistré une forte demande, notamment les salons de coiffure et le commerce de détail. Des effets de rattrapage à partir de fin avril ont contribué au fait que le commerce de détail a traversé le 2<sup>e</sup> trimestre de manière relativement favorable. La hausse du chômage s'est également stabilisée rapidement en mai. Le chômage partiel n'a pas dû être utilisé autant qu'on le craignait. Dans l'ensemble,

l'économie a donc traversé le premier semestre de l'année avec de meilleurs résultats que ce qu'indiquaient les dernières prévisions du groupe d'experts en juin.

Pour les mois d'été, les indicateurs disponibles sont prudemment optimistes. Les derniers indices PMI pour l'industrie et les services confirment que l'activité économique est en hausse. En outre, le chômage n'a que légèrement augmenté depuis la fin du mois de juin. Pour l'instant, la hausse des chiffres concernant le nombre de cas de Covid-19 ne se reflète guère dans les enquêtes de conjoncture et le comportement des consommateurs. En conséquence, le PIB devrait connaître une forte croissance au cours du 3<sup>e</sup> trimestre, encore que partant d'un niveau très bas.

### graphique 1 : PIB réel et indicateurs

PMI : données standardisées, seuil de croissance = 0



sources : SECO, CS/Procuere

Même en cas de forte croissance du PIB au cours du 3<sup>e</sup> trimestre, il est très improbable que le niveau d'avant la crise soit atteint au cours des prochains trimestres. Tout d'abord, certaines pertes de revenus et de consommation du premier semestre ne seront probablement pas compensées. De plus, les investissements perdus par les entreprises ne seront guère rattrapés au cours des prochains trimestres, ce qui pèsera sur la croissance à moyen terme. Deuxièmement, certaines restrictions en matière de politique sanitaire sont restées en vigueur au motif de prévenir une

nouvelle flambée de cas de Covid-19, notamment dans le secteur du tourisme. Troisièmement, une grande incertitude règne quant à la suite des événements. Si une nouvelle augmentation du nombre des cas de contagion

au Covid-19 devait se produire chez des partenaires commerciaux importants et y entraîner des restrictions économiques sévères, l'industrie suisse des exportations s'en trouverait également frappée.

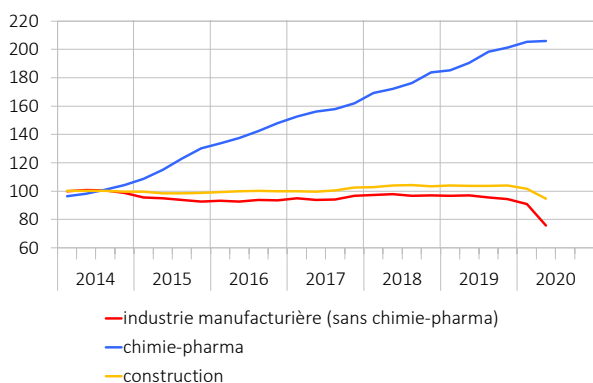
## Produit intérieur brut

### Production

Du fait de la pandémie, presque tous les secteurs de l'économie suisse ont subi des baisses historiques de la valeur ajoutée au cours du 2<sup>e</sup> trimestre et ont ainsi contribué à la chute du PIB de 7,3 % (v. également tableau 1 et graphique 18, page 8). Le point le plus bas a été atteint en avril lors du confinement. Avec l'assouplissement des mesures sanitaires, une certaine reprise s'est installée, quoique avec une grande hétérogénéité entre les secteurs économiques.

La valeur ajoutée de l'**industrie manufacturière** a diminué de 10,3 % au cours du 2<sup>e</sup> trimestre. L'importante **industrie chimique et pharmaceutique** a certes enregistré une croissance de 0,3 %, soutenant ainsi l'agrégat, mais la récession économique mondiale a fait subir aux secteurs industriels économiquement sensibles des baisses plus importantes qu'à fin 2008, au plus fort de la crise financière. Selon les indicateurs mensuels disponibles, toutefois, l'activité économique dans le secteur industriel est à nouveau en hausse depuis juillet (graphique 2). Le **secteur de la construction** (-6,8 %) a connu, au cours du 2<sup>e</sup> trimestre, un recul sans précédent de la valeur ajoutée, notamment suite aux fermetures temporaires de chantiers dans certains cantons. Au total, c'est le **secteur secondaire** qui a apporté la contribution la plus négative à la croissance du PIB au cours des dernières décennies.

**graphique 2 : Valeur ajoutée, divers secteurs industriels**  
valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne 2014 = 100



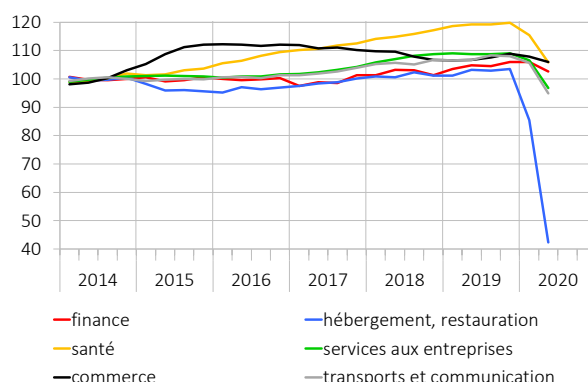
source : SECO

Néanmoins, le **secteur tertiaire** a été le principal moteur de la forte baisse du PIB. Divers secteurs ont été directement et largement touchés par les mesures drastiques

mises en œuvre pour contenir la pandémie : en outre, les changements de comportement des consommateurs ont probablement aussi entraîné des pertes.

La régression la plus forte de la valeur ajoutée a été enregistrée dans le secteur de **l'hôtellerie-restauration** (-50,4 %, graphique 3). Les restaurants et les bars n'ont pas été autorisés à rouvrir au public 'avant mi-mai, mais cette réouverture n'a souvent pas été réalisée à pleine capacité en raison des mesures d'hygiène imposées. Les chiffres des nuitées se sont littéralement effondrés, suivis d'une lente reprise : inférieurs, en avril, de 92 % au niveau de l'année précédente, ils lui étaient encore inférieurs de 26 % en juillet. Le tourisme international fait partie des secteurs économiques qui ont le plus souffert de la crise du coronavirus.

**graphique 3 : Valeur ajoutée, secteurs des services**  
valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne 2014 = 100



source : SECO

Au 2<sup>e</sup> trimestre, la réduction significative des voyages a également contribué à la forte baisse de la valeur ajoutée du secteur des **transports et communications** (-10,2 %). Le nombre des passagers dans le trafic aérien a diminué de 99,5 % en avril par rapport au même mois de l'année précédente et il n'a augmenté que très timidement dans les mois suivants. Le transport de marchandises a été moins affecté au 2<sup>e</sup> trimestre. Certains secteurs, notamment les services postaux et de livraison, ont même profité d'une demande accrue via le commerce en ligne.

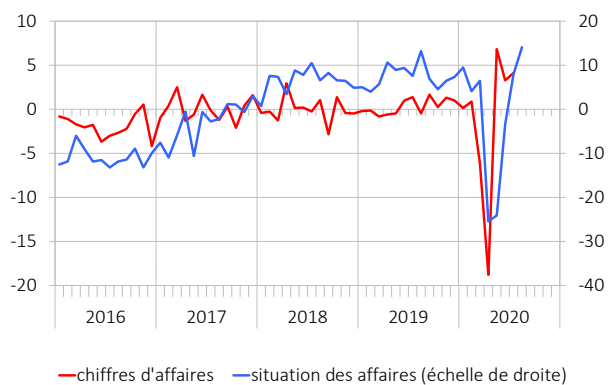
Une baisse massive de la valeur ajoutée au 2<sup>e</sup> trimestre s'est également produite dans la **rubrique des arts, spec-**

**tacles et activités récréatives** (-38,7 %) et dans les **activités de services administratifs et de soutien** (-10,9 %). Ces deux rubriques ont été sévèrement affectées par les fermetures imposées, notamment les secteurs des centres de remise en forme et des salons de coiffure. On constate également une forte baisse dans la rubrique **Santé humaine et action sociale** (-8,3 %), baisse liée à l'arrêt temporaire de traitements non urgents, mais également dans les **services aux entreprises** (-9,1 %).

Dans le **commerce de détail**, le 2<sup>e</sup> trimestre a suivi un cours relativement serein (-1,7 %). Bien que les ventes réelles se soient effondrées en avril suite à la fermeture de nombreux magasins, un très fort revirement a eu lieu en mai (graphique 4). Pendant les mois d'été, les ventes ont été sensiblement plus élevées que l'année précédente. Certains effets de substitution entre les dépenses de consommation peuvent également avoir contribué à accélérer la reprise. Ainsi, la fermeture temporaire de restaurants et la recommandation de travailler davantage à domicile ont stimulé la demande d'aliments et de boissons dans le secteur du commerce de détail. Grâce aussi au commerce de gros, qui inclut notamment le commerce de transit, l'agrégat du commerce a clôturé le 2<sup>e</sup> trimestre avec une très modeste baisse de 1,8 %.

#### graphique 4 : Commerce de détail

chiffres d'affaires : valeurs réelles corrigées des effets calendaires, variation sur un an en %, situation des affaires : soldes désaisonnalisés



sources : OFS, KOF

## Dépenses

### Consommation

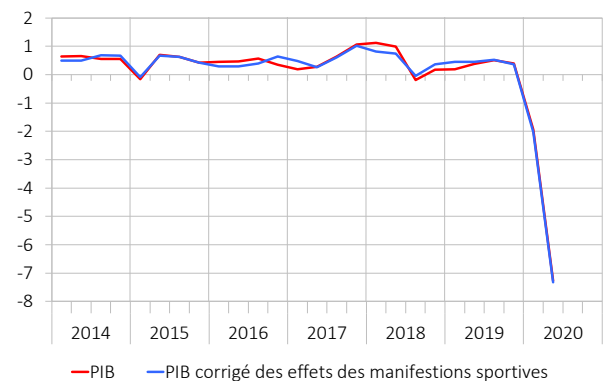
Au 2<sup>e</sup> trimestre, la baisse des dépenses de consommation privées a été de loin la plus importante de ces dernières décennies : -8,1 %, après -4,0 % au trimestre précédent (graphique 6).<sup>1</sup> La consommation, qui stabilise généralement l'économie, a ainsi contribué de manière déterminante à la chute sans précédent du PIB au cours du premier semestre 2020. D'une part, des entreprises

Presque aucun secteur de services n'a enregistré de croissance au cours du 2<sup>e</sup> trimestre. L'**administration publique**, (+0,1 %) après un premier trimestre relativement fort, est revenue à une croissance inférieure à la moyenne.

Les grands événements sportifs internationaux prévus pour 2020, dont la valeur ajoutée devrait être réalisée en Suisse, ont été reportés à 2021. À l'heure actuelle, le taux de croissance du PIB et celui du PIB ajusté aux événements sportifs sont dès lors pratiquement identiques (graphique 5).

#### graphique 5 : PIB et grands événements sportifs internationaux

valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent



source : SECO

et des frontières étant fermées pour des raisons de politique sanitaire, certaines dépenses de consommation n'étaient parfois guère possibles, d'autant plus que la première mesure d'assouplissement n'a été prise qu'à la fin du mois d'avril. D'autre part, les recommandations officielles, telles que celles concernant le travail à domicile, peuvent avoir induit des changements supplémentaires dans le comportement des consommateurs. Enfin, la détérioration massive du marché du travail a entraîné une

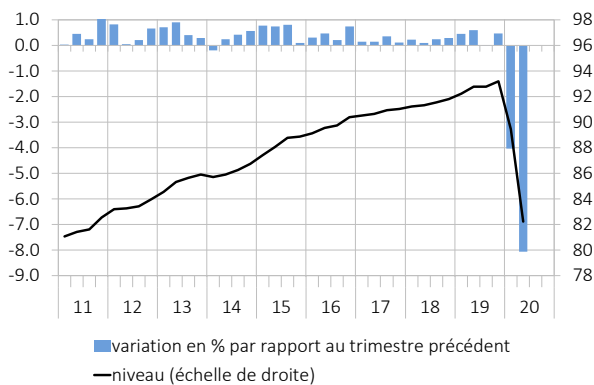
<sup>1</sup> Y compris les dépenses de consommation des organisations privées sans but lucratif.

baisse des revenus : le chômage a considérablement augmenté à partir de mi-mars et l'emploi a fortement diminué au cours du 2<sup>e</sup> trimestre. Il en est résulté une forte baisse de la rémunération des employés : les pertes réelles ont été limitées à environ 1,2 milliard, soit – 1,1 %, grâce à un recours massif au chômage partiel. Cependant, les revenus de la propriété (–35,3 %) et les excédents nets d'exploitation (–30,9 %) ont, eux aussi, fortement diminué<sup>2</sup>.

**Chute de la consommation privée au premier semestre**

**graphique 6 : Consommation privée**

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en milliards de francs



source : SECO

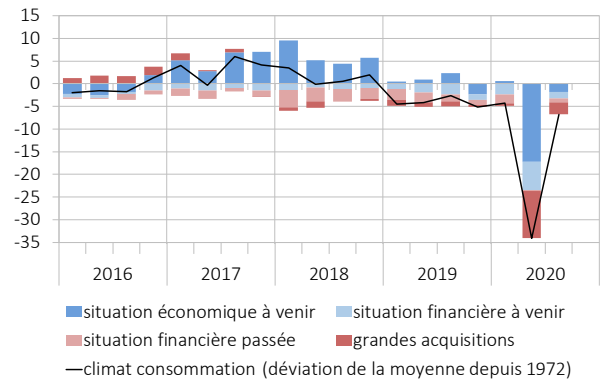
En conséquence, les dépenses privées des ménages ont chuté massivement. En même temps se sont produits des glissements entre les secteurs de consommation : repas au restaurant devenant extrêmement rares, mais achats de nourriture et de mets à l'emporter en forte augmentation. Ou encore : presque plus de voyages, mais davantage d'achats de biens électroniques et augmentation de la consommation d'électricité à domicile<sup>3</sup>. Ainsi, tandis que les dépenses de mobilité, de restauration et d'hôtellerie s'effondraient, la consommation augmentait même dans certains secteurs au cours du 2<sup>e</sup> trimestre. La vente en ligne et les services de livraison de la restauration ont notamment enregistré une croissance considérable, bien qu'ils n'aient compensé que dans une mesure limitée les pertes des commerces et restaurants locaux.

Quant aux dépenses plus importantes, les consommateurs se sont montrés prudents au cours du 2<sup>e</sup> trimestre. C'est ce que confirme le faible nombre de voitures nouvellement immatriculées (–43,8 % par rapport au même trimestre de l'année précédente), comme l'indique la dernière enquête sur le climat de consommation. Bien que celui-ci se soit remis de l'effondrement sans précédent du mois d'avril, il reste à un niveau nettement infé-

rieur à la moyenne. Quant à savoir si le moment était propice aux achats importants (« grandes acquisitions »), les réponses ont été aussi négatives qu'à fin 2008, au plus fort de la crise financière et économique (graphique 7). Dans le même temps, les personnes interrogées indiquant qu'elles faisaient des économies étaient plus nombreuses qu'aux trimestres précédents. En fait, il est probable que le taux d'épargne ait fortement augmenté, car les revenus du travail ont beaucoup moins diminué que les dépenses de consommation.

**graphique 7 : Climat de consommation**

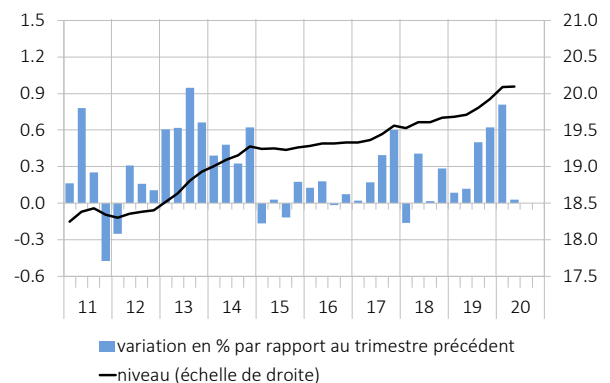
valeurs désaisonnalisées, contribution des indices partiels à la déviation de la moyenne de l'indice global



source : SECO

**graphique 8 : Consommation de l'État**

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en milliards de francs



source : SECO

En revanche, les **dépenses de consommation des administrations publiques** ont été relativement peu affectées par les mesures de politique sanitaire. Par exemple, une grande partie de l'administration publique et des écoles ont pu continuer à travailler pendant la période de confinement grâce au télétravail et à l'enseignement à domicile. Les achats massifs de masques à l'étranger par la Confédération n'ont pas eu d'effet positif sur la consommation publique, la plupart d'entre eux ayant été revendus à des détaillants et des pharmacies. Dans l'ensemble,

<sup>2</sup> Y compris les écarts statistiques au niveau des revenus du PIB.

<sup>3</sup> Cf. <https://www.ben-energy.com/de/news/einfluss-des-corona-shutdowns-auf-den-stromverbrauch-schweizer-haushalte/>.

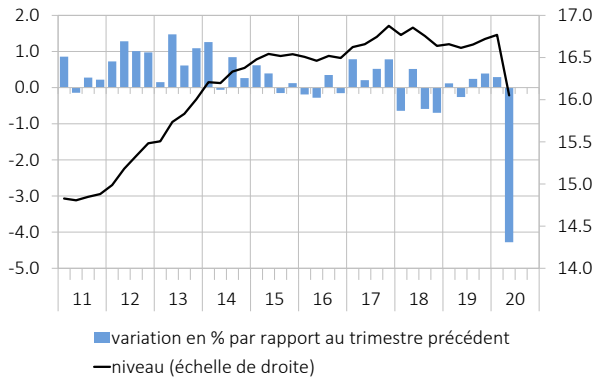
le 2<sup>e</sup> trimestre a marqué une stagnation (+0,0 %) après les fortes hausses du trimestre précédent (graphique 8).

### Investissements

Le secteur de la construction ressent lui aussi très fortement les conséquences de la pandémie de Covid-19 : les investissements ont chuté de 4,3 % au 2<sup>e</sup> trimestre (graphique 9).

**graphique 9 : Investissements dans la construction**

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en milliards de francs



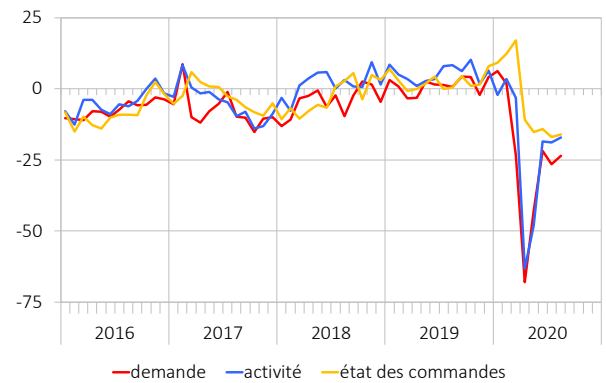
source : SECO

Pendant la phase de confinement, la plupart des travaux de construction ont été fortement entravés. L'activité de construction est restée faible pendant plusieurs semaines en avril et mai, jusqu'à ce que les stratégies de protection et les mesures d'hygiène imposées soient mises en œuvre, puis que les premières décisions d'assouplissement soient prises. Ainsi, dans certains endroits, des chantiers ont même été temporairement fermés. La situation s'est encore aggravée étant donné que la demande de travaux d'extension à petite échelle dans les ménages privés a entre-temps chuté du fait de l'incertitude et des mesures de confinement. En conséquence, le secteur de la construction a connu une baisse des chiffres d'affaires et une forte érosion de l'emploi. Dans l'ensemble, la perte d'heures de travail a été de 7 % au cours du 2<sup>e</sup> trimestre. La crise actuelle n'a toutefois pas encore entraîné de forte baisse de la demande : depuis le début de l'année, les demandes et les permis de construire délivrés n'ont pas connu de ralentissement accentué en lien avec la crise.

Durant les mois d'été, l'ambiance s'est quelque peu tendue dans le secteur de la construction. La demande pressentie et l'activité de construction ont laissé derrière elles les creux de la période de confinement, mais les attentes restent bien en deçà de la moyenne. Cela est probablement dû en premier lieu à la contraction du carnet de commandes, lequel a atteint ces derniers mois son niveau le plus bas depuis 2003 (graphique 10).

**graphique 10 : Construction, indices de confiance**

soldes désaisonnalisés, demande et activité de construction : attentes pour les 3 prochains mois

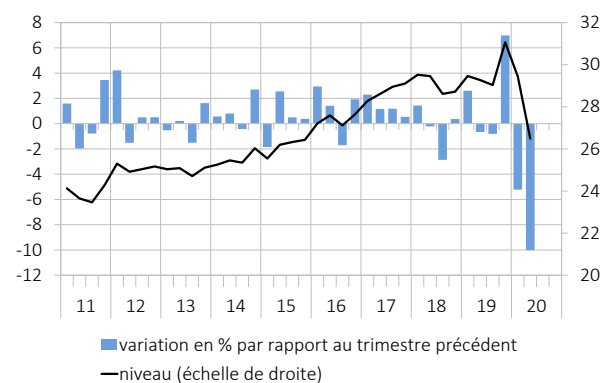


source : KOF

Les **investissements en biens d'équipement** ont diminué de 10 % au 2<sup>e</sup> trimestre (graphique 11). Il s'agit de la plus forte baisse depuis la crise financière de 2008/2009. La baisse a été particulièrement prononcée dans la catégorie Automobiles. Au plus fort de la crise, en avril, les nouvelles immatriculations de voitures particulières et de camions étaient inférieures de près de 70 % à celles d'avril de l'année précédente. Les investissements dans les machines et les services informatiques ont également apporté une contribution fortement négative à la croissance. La catégorie d'investissements la plus importante, Recherche et développement, a également connu une évolution négative : divers projets de R&D ont été retardés en raison des difficultés de la conjoncture.

**graphique 11 : Investissements en biens d'équipement**

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en milliards de francs



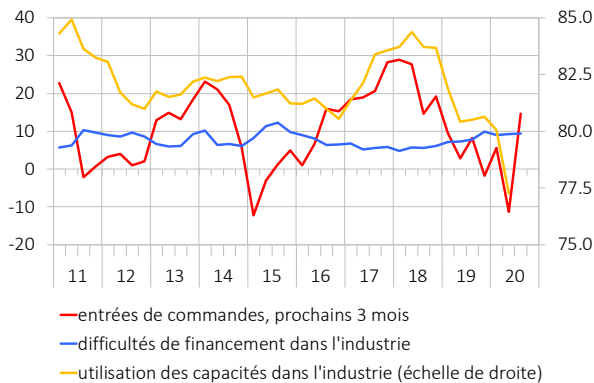
source : SECO

Pour les producteurs de biens d'équipement, tout au moins, les entrées de commandes attendues ont sensiblement augmenté au cours du 3<sup>e</sup> trimestre. Les entreprises semblent prévoir à nouveau des investissements d'expansion et de renouvellement. En outre, les rapports faisant état d'importants blocages dans les prêts du secteur financier sont actuellement limités, de sorte qu'actuellement, il n'y a pas de signes d'un resserrement du

crédit. Ces facteurs indiquent qu'il n'y a pas de faiblesse durable dans les investissements (graphique 12).

**graphique 12 : Indicateurs**

solde, valeurs désaisonnalisées, entrées de commandes : production en biens d'investissement



source : KOF

**Commerce extérieur**

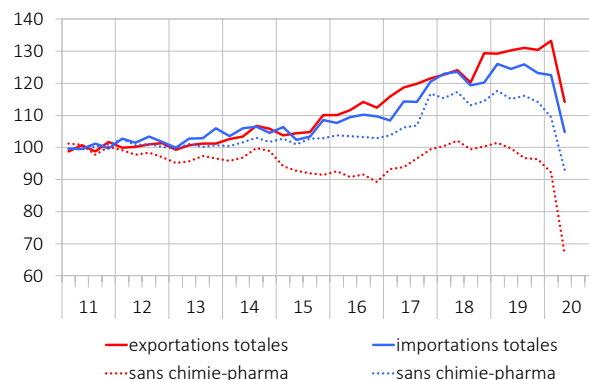
Dans l'ensemble, le commerce extérieur a apporté une contribution positive à la croissance du PIB au cours du 2<sup>e</sup> trimestre 2020 (v. également page 9 s.). Bien que les exportations de biens et de services aient diminué, les importations se sont contractées beaucoup plus fortement du fait de la forte baisse de la demande intérieure.

Les **exportations de marchandises** (sans les objets de valeur et le commerce de transit : -14,2 %) ont chuté encore plus fortement au 2<sup>e</sup> trimestre, dans le contexte de la pandémie, qu'à fin 2008, au plus fort de la crise financière (graphique 13).<sup>4,5</sup> Le recul a affecté pratiquement tous les secteurs d'exportation. La récession économique mondiale a eu un effet particulièrement fort sur les exportations de montres, d'instruments de précision et de bijoux, qui se sont effondrées en avril. Un certain revirement s'est certes produit à partir de juin : mais, malgré cela, les exportations sont restées inférieures d'environ 14 % au niveau d'avant la crise (graphique 14). Quant aux exportations de machines et de métaux, qui sont sensibles aux cycles économiques, elles ont diminué moins fortement mais n'ont pas repris jusqu'ici. Enfin, au 2<sup>e</sup> trimestre, les exportations de produits chimiques et pharmaceutiques ont également connu une légère baisse, atténuant le déclin global des exportations de marchandises. Les exportations de biens selon les partenaires commerciaux présentent un tableau un peu plus hétéro-

gène : les baisses les plus importantes ont touché les exportations vers les États-Unis et le Japon, suivies par celles vers l'UE. En revanche, les exportations vers la Chine n'ont que légèrement diminué.

**graphique 13 : Commerce extérieur de marchandises**

valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne 2011 = 100

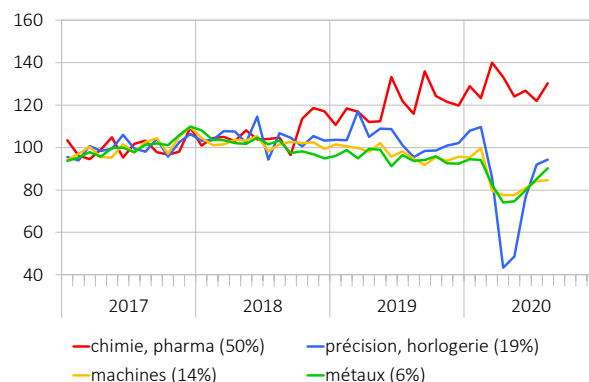


source : SECO

Au 2<sup>e</sup> trimestre, les **importations de marchandises** (sans les objets de valeur) ont enregistré de loin la plus forte baisse depuis le début des données trimestrielles en 1980 (-14,5 % : graphique 13) et se sont donc rapprochées du niveau de 2015 en moyenne trimestrielle. C'est une conséquence directe de la chute massive de la demande intérieure et extérieure : on a acheté beaucoup moins de biens de consommation, de biens d'équipement et d'intrants pour la production d'autres biens.

**graphique 14 : Exportations de marchandises, principales rubriques**

valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne 2017 = 100, entre parenthèses : quote-part respective en 2019



source : SECO

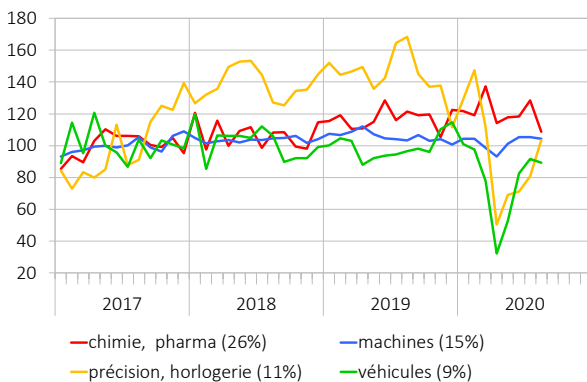
<sup>4</sup> Ci-après, sauf indication contraire, sont commentées les exportations et importations de marchandises à l'exclusion des objets de valeur et du commerce de transit. En raison de différences dans les définitions et le mode de déflation, les chiffres présentés ici ne correspondent pas à ceux de l'Administration fédérale des douanes. Dans les graphiques sont utilisées les formes abrégées suivantes : chimie, pharma : produits de l'industrie chimique et pharmaceutique ; machines : machines, appareils et électronique ; précision, horlogerie : instruments de précision, horlogerie et bijouterie.

<sup>5</sup> Le présent document de travail fournit une analyse approfondie de l'évolution du commerce suisse de marchandises pendant la crise de la Covid-19 ainsi qu'un éclairage sur le contexte historique : Büchel, K., Legge, S., Pochon, V., Wegmüller, Ph. (2020), « Swiss Trade During the COVID-19 Pandemic : An Early Appraisal », *CRED Research Paper No. 30*, [https://www.cred.unibe.ch/unibe/portal/fak\\_wiso/wiso\\_kzen/cred/content/e54587/e57624/e57629/e950639/CREDResearchPaperNr.30\\_ger.pdf](https://www.cred.unibe.ch/unibe/portal/fak_wiso/wiso_kzen/cred/content/e54587/e57624/e57629/e950639/CREDResearchPaperNr.30_ger.pdf).

Cela est particulièrement évident en ce qui concerne les importations de véhicules : dans le contexte d'une forte baisse des immatriculations de véhicules, cette catégorie est tombée en avril à environ un tiers du niveau du début de l'année (graphique 15). Le mois d'août n'a pas vu se concrétiser une reprise complète. Les importations d'instruments de précision et d'articles d'horlogerie et de bijouterie ont également été touchées par un déclin massif, qui n'est pas encore rattrapé. En revanche, les importations de produits chimiques et pharmaceutiques n'ont jusqu'à présent montré aucun signe de crise.

### graphique 15 : Importations de marchandises, principales rubriques

valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne 2017 = 100, entre parenthèses : quote-part respective en 2019



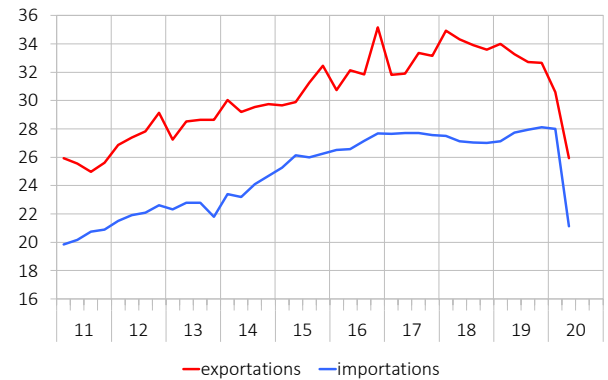
Les **exportations de services** ont régressé de 15,3 % au 2<sup>e</sup> trimestre 2020 après avoir déjà connu un recul de 6,3 % au 1<sup>er</sup> trimestre (graphique 16). C'est la plus forte baisse depuis le début des données trimestrielles en 1980. La plupart des rubriques ont enregistré une baisse au cours du 2<sup>e</sup> trimestre. Les contributions négatives ont été surtout le fait des services gravement touchés par les mesures de confinement, en particulier du tourisme : les nuitées des hôtes étrangers ont chuté en mars – dès février dans le cas des touristes chinois – et sont restées à un niveau extrêmement bas jusqu'à la réouverture partielle de la frontière suisse mi-juin (graphique 17). À partir de mi-juin et de la réouverture progressive des frontières aux voyageurs en provenance des pays de l'espace Schengen, le nombre des nuitées de touristes étrangers a recommencé d'augmenter. Mais cette reprise s'est surtout limitée aux visiteurs en provenance de pays étrangers proches. Les hôtes provenant de

#### Les touristes étrangers restent à l'écart

pays d'outre-mer, notamment, ont été pratiquement absents jusqu'en juillet. Le nombre des nuitées d'hôtes étrangers au cours du premier semestre 2020 a été d'environ 60 % inférieur à celui de la même période de 2019. Les services de transport, ainsi que les services personnels, les loisirs et les services culturels ont également été directement touchés par les restrictions et ont fortement diminué au cours du 2<sup>e</sup> trimestre.

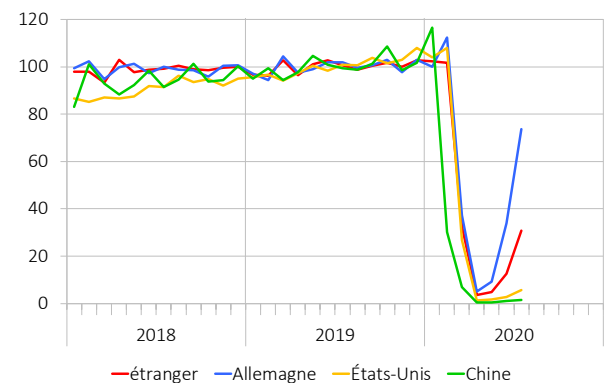
### graphique 16 : Commerce extérieur de services

valeurs réelles, désaisonnalisées, en milliards de francs



### graphique 17 : Nuitées selon l'origine des touristes

valeurs désaisonnalisées, moyenne 2019 = 100



Dans les **importations de services** également, la tendance au 2<sup>e</sup> trimestre a été négative dans tous les domaines, avec une baisse globale de 24,6 %. La Suisse a notamment importé beaucoup moins de services dans les domaines du tourisme, des transports et des services personnels, culturels et de loisirs.

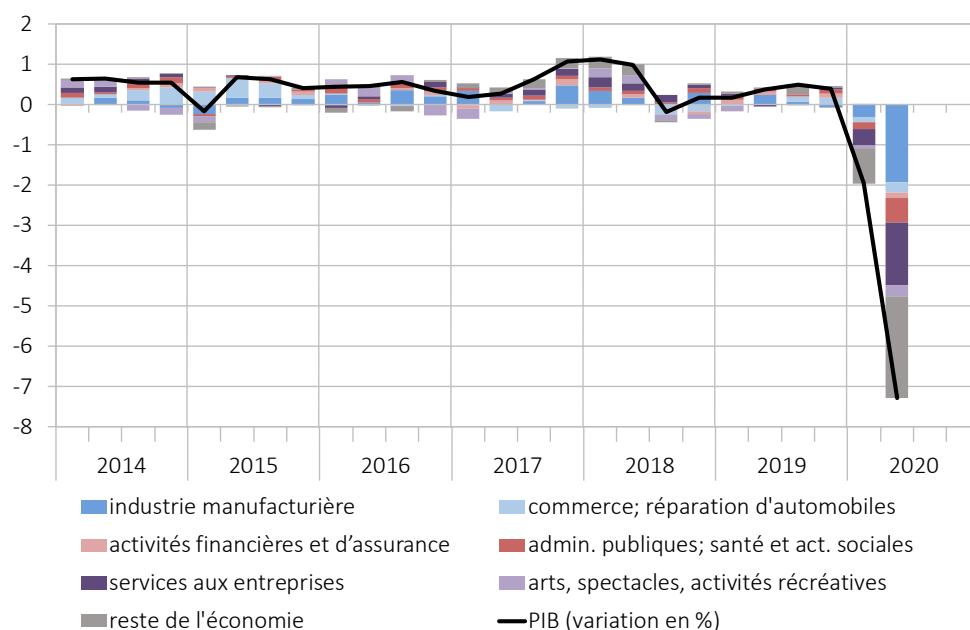
**tableau 1 : Produit intérieur brut selon l'approche par la production**  
valeurs réelles, désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent

	2019:3	2019:4	2020:1	2020:2
Industrie manufacturière	0.5	-0.3	-1.8	-10.3
Construction	-0.1	0.5	-2.4	-6.8
Commerce	0.9	1.2	-0.8	-1.8
Hébergement, restauration	-0.2	0.5	-17.5	-50.4
Finance, assurances	0.1	1.0	0.3	-1.4
Services aux entreprises	-0.1	0.3	-2.3	-9.1
Administration publique	0.7	0.8	1.1	0.1
Santé, social	-0.1	0.5	-3.6	-8.3
Arts, spectacles, activités récréatives	0.0	-0.7	-9.1	-38.7
Autres	1.5	-0.1	-2.9	-9.6
<b>Produit intérieur brut</b>	<b>0.5</b>	<b>0.4</b>	<b>-1.9</b>	<b>-7.3</b>
Produit intérieur brut corrigé des événements sportifs	0.5	0.4	-2.0	-7.3

source : SECO

**graphique 18 : Contribution des secteurs à la croissance du PIB**

valeurs réelles, désaisonnalisées, variation en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent



source : SECO

**Industrie manufacturière** : Noga 10 à 33 ; **Construction** : Noga 41 à 43 ; **Commerce** : Commerce, Réparation d'automobiles et de motos, Noga 45 à 47 ; **Hébergement, restauration** : Noga 55 à 56 ; **Finance, assurances** : Activités financières et d'assurance, Noga 64 à 66 ; **Services aux entreprises** : Activités immobilières, Activités spécialisées, scientifiques et techniques, Activités de services administratifs et de soutien, Noga 68 à 82 ; **Administration publique** : Administration publique et défense, Sécurité sociale obligatoire, Noga 84 ; **Santé, social** : Santé humaine, Action sociale, Noga 86 à 88 ; **Arts, spectacles, activités récréatives** : Arts, spectacles et activités récréatives, Autres activités de service, Noga 90 à 93.



**tableau 2 : Produit intérieur brut selon l'approche par la dépense**  
valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent

	2019:3	2019:4	2020:1	2020:2
Consommation des ménages	0.0	0.5	-4.0	-8.1
Consommation des administrations publiques	0.5	0.6	0.8	0.0
Investissements dans la construction	0.2	0.4	0.3	-4.3
Investissements en biens d'équipement	-0.8	7.0	-5.2	-10.0
Exportations de biens sans objets de valeur	0.8	1.3	0.5	-6.5
Exportations de biens sans obj. val. et commerce de transit	0.6	-0.5	2.2	-14.2
Exportations de services	-1.7	-0.2	-6.3	-15.3
Importations de biens sans objets de valeur	1.2	-2.2	-0.5	-14.7
Importations de services	0.8	0.6	-0.4	-24.6
<b>Produit intérieur brut</b>	<b>0.5</b>	<b>0.4</b>	<b>-1.9</b>	<b>-7.3</b>

source : SECO

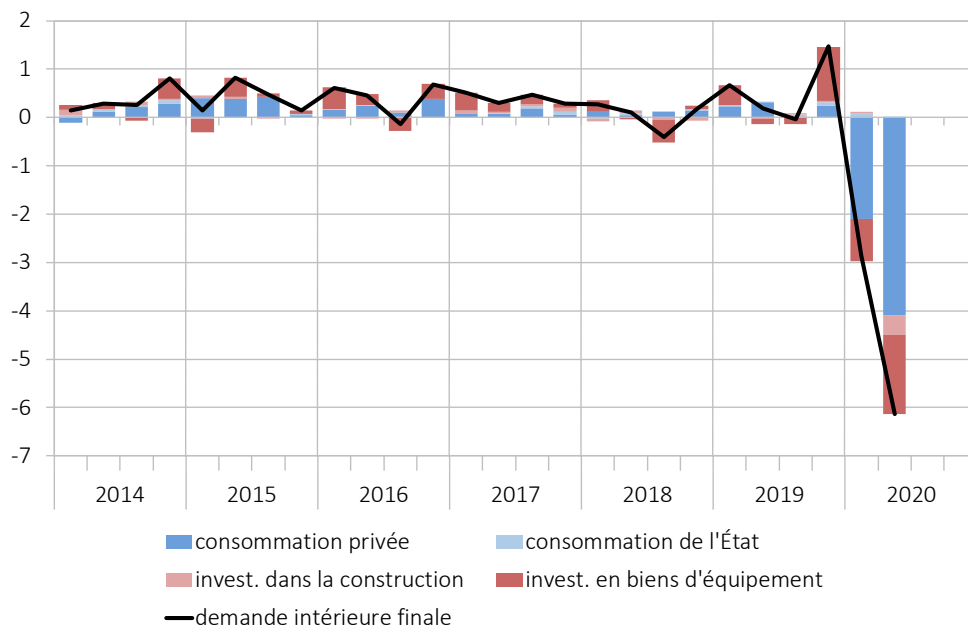
**tableau 3 : Contributions à la croissance du PIB**

valeurs réelles désaisonnalisées, variation en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent

	2019:3	2019:4	2020:1	2020:2
Demande intérieure finale	0.0	1.5	-2.9	-6.1
Variation des stocks y compris erreur statistique	1.0	-2.0	1.7	-4.2
Balance commerciale sans objets de valeur	-0.5	1.0	-0.8	3.1

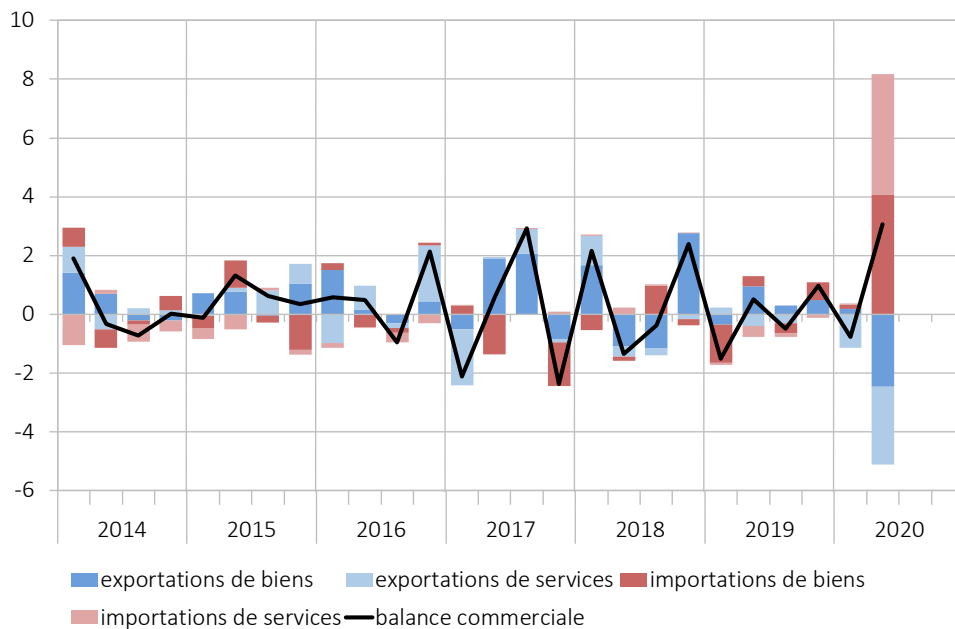
source : SECO

**graphique 19 : Composantes de la demande intérieure finale**  
 contributions à la croissance du PIB en points de pourcentage par rapport  
 au trimestre précédent, valeurs réelles désaisonnalisées



source : SECO

**graphique 20 : Composantes de la balance commerciale**  
 contributions à la croissance du PIB en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent, valeurs réelles  
 désaisonnalisées, exportations et importations de marchandises sans les objets de valeur



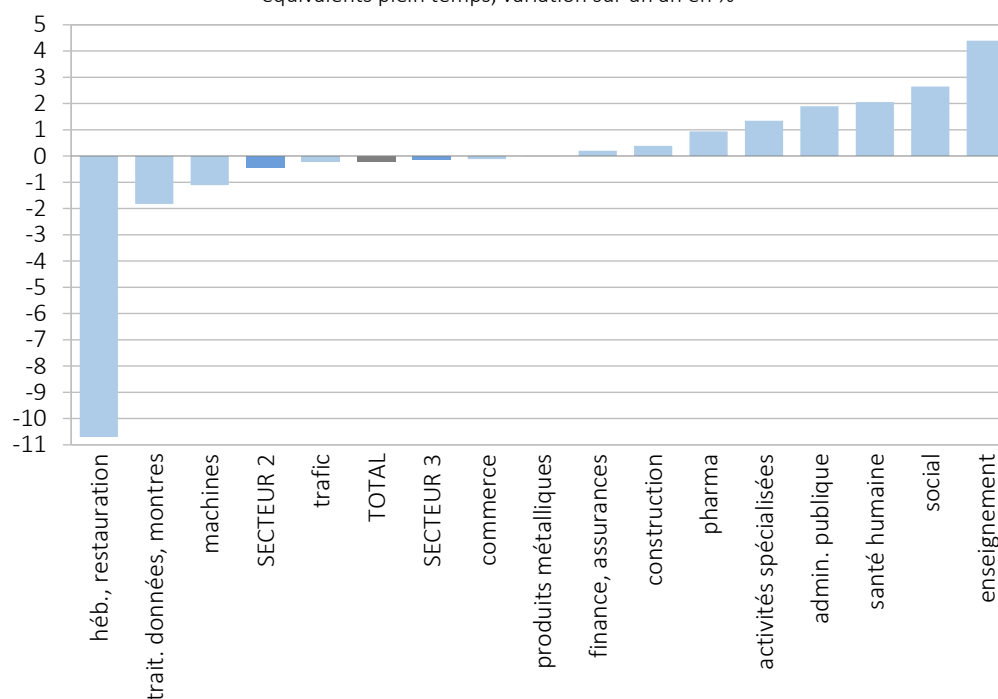
source : SECO

**tableau 4 : Emploi en équivalents plein temps, divers secteurs**  
 quotes-parts respectives à l'emploi total au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, variation sur un an en %

	quote-part 2020:2	2019:3	2019:4	2020:1	2020:2
SECTEUR 2	25.2	1.1	1.2	0.6	-0.4
Industrie pharmaceutique	1.1	-1.3	0.4	0.7	0.9
Produits métalliques	2.3	1.3	2.6	0.9	0.0
Traitement de données et montres	2.6	4.2	0.7	0.0	-1.8
Machines	1.8	0.2	-0.7	-0.3	-1.1
Construction	8.4	1.1	2.7	1.5	0.4
SECTEUR 3	74.8	1.6	1.5	0.9	-0.1
Commerce	12.8	0.2	0.1	0.0	-0.1
Trafic	5.2	1.5	1.7	0.4	-0.2
Hébergement et restauration	4.4	1.6	4.9	-2.6	-10.7
Finance, assurances	5.1	0.1	0.3	0.0	0.2
Activités spécialisées	9.2	2.5	2.5	2.0	1.3
Administration publique	4.2	1.2	1.3	1.2	1.9
Enseignement	6.0	1.2	2.5	4.9	4.4
Santé, social	13.4	1.8	1.3	1.2	2.1
TOTAL	100.0	1.5	1.4	0.8	-0.2

source : OFS

**graphique 21 : Évolution de l'emploi au 2<sup>e</sup> trimestre 2020**  
 équivalents plein temps, variation sur un an en %



source : OFS

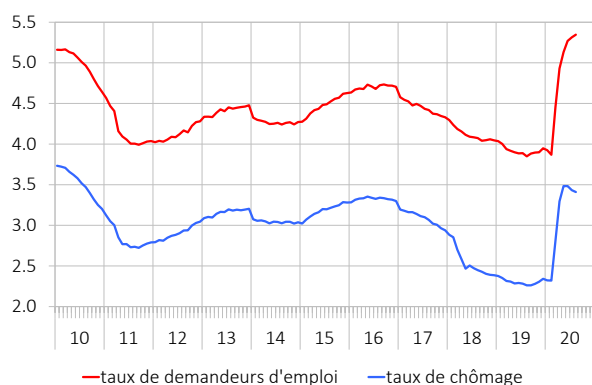
**Industrie pharmaceutique** : Noga 21 ; **Produits métalliques** : Fabrication de produits métalliques, Noga 24 à 25 ; **Traitement de données et montres** : Appareils de traitement de données et montres, Noga 26 ; **Machines** : Fabrication de machines et équipements n.c.a., Noga 28 ; **Construction** : Noga 41 à 43 ; **Commerce** : Commerce, Réparation d'automobiles et de motocycles, Noga 45 à 47 ; **Trafic** : Trafic et transports, Noga 49 à 53 ; **Hébergement et restauration** : Noga 55 à 56 ; **Finance, assurances** : Activités financières et d'assurance, Noga 64 à 66 ; **Activités spécialisées** : Activités spécialisées, scientifiques et techniques, Noga 69 à 75 ; **Administration publique** : Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire, Noga 84 ; **Enseignement** : Noga 85 ; **Santé humaine** : Activités pour la santé humaine, Noga 86 ; **Social** : Action sociale sans hébergement, Noga 88 ; **Santé, social** : Santé humaine et action sociale, Noga 86 à 88.

## Marché du travail

Le choc du coronavirus a frappé de plein fouet le marché du travail à mi-mars 2020. Fin mai, le nombre des demandeurs d'emploi inscrits dans les ORP a atteint un pic de 161 300 personnes, soit un taux de chômage (au sens du SECO) désaisonnalisé de 3,5 %. Par rapport à la situation d'avant la crise (fin février), ce chiffre représente un surcroît de 53 200 demandeurs d'emploi, soit une augmentation d'une rapidité sans précédent. La situation s'est quelque peu rassérénée à partir du mois de juin. A la fin du mois d'août 2020, le taux de chômage désaisonnalisé avait légèrement reculé pour atteindre 158 300 (3,4 %). En revanche, le nombre désaisonnalisé de demandeurs d'emploi<sup>6</sup> a continué d'augmenter, passant d'environ 237 400 fin mai (taux de demandeurs d'emploi de 5,1 %) à 248 300 (5,4 %) fin août (graphique 22).

**graphique 22 : Taux de chômage et de demandeurs d'emploi**

valeurs désaisonnalisées, en % de la population active

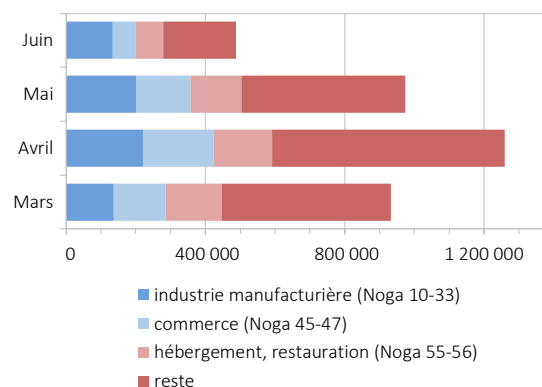


source : SECO

Pendant la période de confinement, l'accès aux mesures du marché du travail et les possibilités de gagner un revenu intermédiaire ont été limités, ce qui a entraîné une augmentation aussi bien du taux de chômage que du taux de demandeurs d'emploi. Actuellement, les mesures et les revenus intermédiaires gagnent à nouveau en importance, ce qui se traduit par une augmentation des transitions entre les chômeurs et les demandeurs d'emploi dits non chômeurs, si bien que le taux de demandeurs d'emploi continue d'augmenter alors que le chômage diminue légèrement.

Le fait que le taux de chômage (au sens du SECO) et celui des demandeurs d'emploi n'aient pas plus fortement augmenté en dépit de la baisse massive de la valeur ajoutée au cours des six derniers mois est dû, en grande partie, à un recours massif au chômage partiel. À partir d'un niveau très bas en février 2020, soit un peu moins de 5 000 employés au chômage partiel, l'effectif est passé à 0,9 million en mars et à un sommet historique d'environ 1,3 million en avril (graphique 23). En mai et juin, le nombre d'employés au chômage partiel a de nouveau diminué de manière considérable en raison de l'assouplissement des mesures de politique sanitaire. Selon les comptes disponibles à ce jour, environ 0,5 million d'employés demandaient encore, en juin, l'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail. Toutefois, il est prévu que d'autres décomptes aient lieu en juin, si bien que ce chiffre sera probablement révisé à la hausse.

**graphique 23 : Chômage partiel comptabilisé, 2020**  
nombre de salariés



source : SECO

Selon les chiffres disponibles actuellement, 2,7 milliards de francs ont été versés en avril au titre de l'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail (RHT). Jusqu'à présent, environ 820 millions de francs ont été versés pour des heures de travail perdues en juin, bien que ce chiffre doive être revu à la hausse. Cependant, il est déjà évident que, par rapport au mois d'avril, le montant total des indemnités RHT versées a probablement diminué plus fortement que le nombre des employés au chômage partiel. Cela peut s'expliquer par le fait que, non seulement le nombre des salariés eux-mêmes, mais aussi

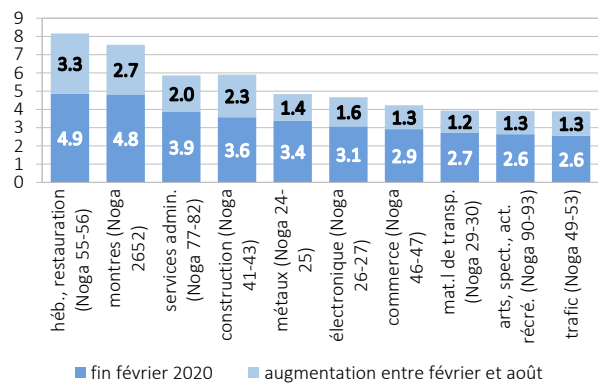
<sup>6</sup> Les demandeurs d'emploi comprennent les chômeurs inscrits auprès d'un office régional de placement (ORP) et les demandeurs d'emploi non chômeurs. Ces derniers comprennent les personnes qui occupent toujours un emploi aux termes d'un contrat ayant fait l'objet d'un préavis de résiliation, qui disposent d'un revenu intermédiaire, qui participent à une mesure active du marché du travail (p. ex. un programme d'emploi temporaire ou une formation complémentaire) ou qui, en raison par exemple d'une maladie, ne sont pas immédiatement disponibles.

le nombre des heures de travail perdues par salarié au chômage partiel ont diminué.

Les secteurs économiques ont été affectés par le choc du coronavirus à des degrés divers : le graphique 24 montre les secteurs qui ont connu la plus forte augmentation de taux de chômage (au sens du SECO) depuis fin février. La plupart de ces secteurs ont également eu recours à l'instrument du chômage partiel dans une mesure supérieure à la moyenne.

**graphique 24 : Taux de chômage, diverses branches**

valeurs désaisonnalisées, en % de la population active



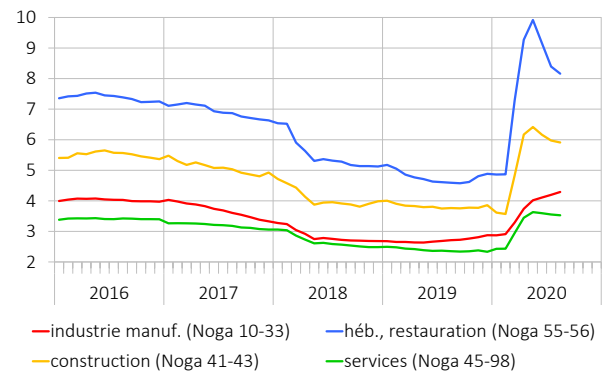
source : SECO

Les secteurs économiques présentent également des différences considérables en ce qui concerne l'évolution du taux de demandeurs d'emploi au fil du temps (graphique 25). Les secteurs économiques les plus touchés par les restrictions imposées en vue de contenir la Covid-19 (par exemple, les hôtels et les restaurants) ont enregistré une hausse plus forte du taux de chômage entre mars et mai 2020. Toutefois, après l'assouplissement des mesures, une certaine reprise a été observée à partir du mois de mai. En revanche, le taux de chômage dans les secteurs industriels, en particulier dans l'horlogerie et l'industrie MEM, a continué d'augmenter jusqu'à fin août 2020, bien qu'à un rythme moins soutenu qu'auparavant. Le ralentissement dans ces secteurs n'a pas été dû essentiellement aux mesures sanitaires imposées au niveau national, mais plutôt à la faiblesse de la demande étrangère.

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, l'emploi en équivalents plein temps a considérablement diminué (-0,7 %) par rapport au trimestre précédent (graphique 26). Toutefois, l'utilisation effective de la main-d'œuvre a chuté de manière encore plus radicale en raison du recours généralisé au chômage partiel. Les employés en chômage partiel sont toujours enregistrés comme « employés » selon leur statut contractuel.

**graphique 25 : Taux de chômage, divers secteurs**

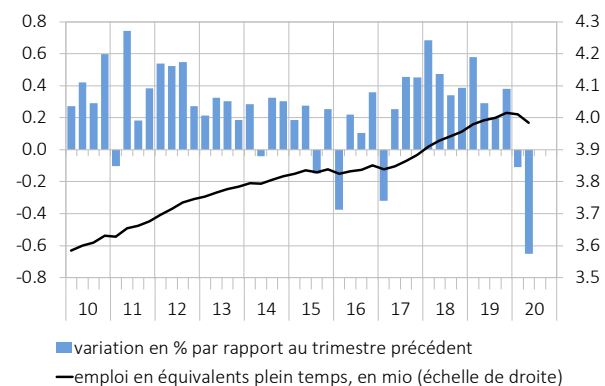
valeurs désaisonnalisées, en % de la population active



source : SECO

**graphique 26 : Emplois en équivalents plein temps**

valeurs désaisonnalisées



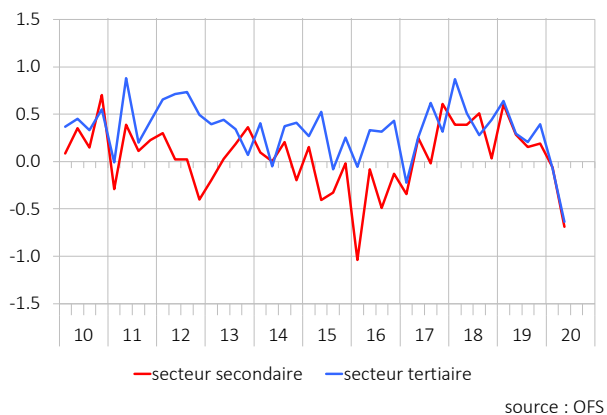
source : OFS

L'emploi en équivalents plein temps a connu une évolution très similaire dans les secteurs secondaire et tertiaire, où il a diminué, respectivement, de 0,7 % par rapport au trimestre précédent et de 0,6 % (graphique 27). Le déclin du secteur secondaire est notamment dû à l'évolution négative de l'emploi dans les secteurs orientés vers l'exportation, comme l'industrie horlogère (tableau 4, graphique 21). L'emploi en équivalents plein temps dans le secteur du traitement des données et des montres a diminué de 1,8 % par rapport à l'année précédente. Dans le secteur tertiaire, la rubrique de l'hébergement et la restauration, en particulier, a enregistré un effondrement massif (-10,7 %) par rapport à l'année précédente. Le déclin de l'emploi a entraîné, d'une part, une nette montée du chômage tandis que, d'autre part, le nombre des personnes sans activité lucrative en mesure de travailler mais ne cherchant pas d'emploi a augmenté (+56 000, soit +32,8 % par rapport au même trimestre de l'année

précédente).<sup>7</sup> Il s'agit probablement, dans la plupart des cas, d'un retrait temporaire du marché du travail.

**graphique 27 : Équivalents plein temps, secteurs secondaire et tertiaire**

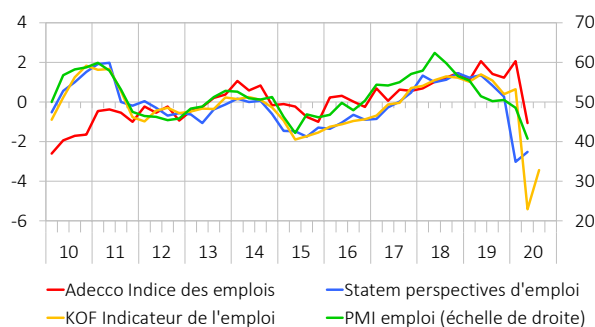
variation en % par rapport au trimestre précédent : valeurs désaisonnalisées



Les principaux indicateurs du marché du travail donnent actuellement une image globale très négative (graphique 28). Les perspectives d'emploi selon la Statem et les données sur l'indicateur de l'emploi du KOF qui sont déjà disponibles pour le 3<sup>e</sup> trimestre 2020 sont toutes deux encore inférieures à leur moyenne à long terme, mais elles indiquent au moins un léger ralentissement de la baisse de l'emploi.

**graphique 28 : Perspectives d'emploi**

PMI : moyenne trimestrielle, autres indices : standardisés



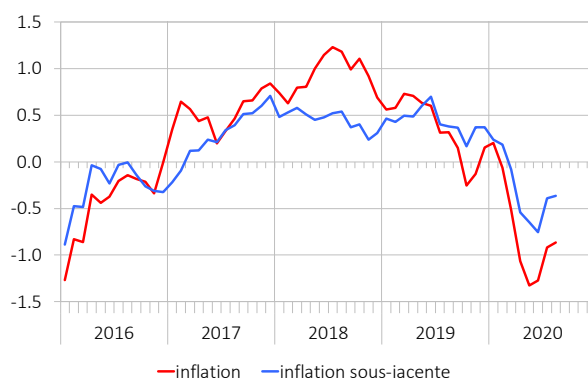
**Prix**

Le renchérissement des prix à la consommation a quelque peu repris récemment après les creux atteints en milieu d'année. Depuis juillet 2020, le taux d'inflation se situe aux alentours de -0,9 % (graphique 29). Plus de la moitié du taux d'inflation négatif est imputable aux prix du pétrole (graphique 30) qui ont chuté jusqu'en avril et sont restés depuis lors bien en dessous du niveau qui était le leur un an plus tôt. Toutefois, d'autres biens importés ont également apporté une contribution nettement négative jusqu'en août, ce qui est principalement dû à l'appréciation du franc suisse au cours des derniers mois. Les prix des produits indigènes ont aussi continué à baisser jusqu'à récemment, bien que dans une moindre mesure par rapport au printemps. L'inflation sous-jacente, qui exclut les prix des produits frais, de l'énergie et des carburants, a donc également laissé derrière elle le creux de juin et s'est récemment établie à -0,4 %.

**L'inflation reste négative**

**graphique 29 : Indice des prix à la consommation (IPC)**

variation sur un an en %, inflation sous-jacente : sans les produits frais et saisonniers, l'énergie et les carburants



La baisse des prix a été assez importante durant l'été 2020 : les biens et les services sont devenus moins chers par rapport à l'année précédente. Comme les mois précédents, ce sont les transports (-4,2 %) ainsi que les loisirs et la culture (-2,9 %) qui ont enregistré les plus fortes

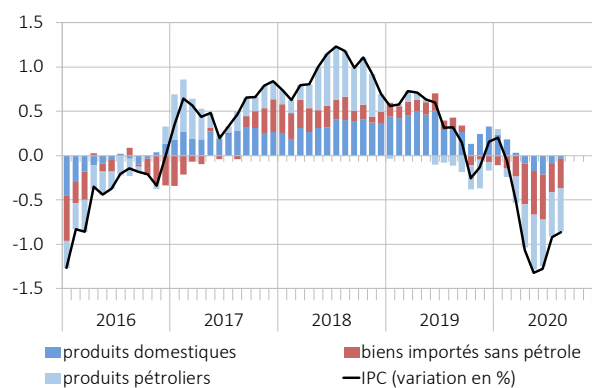
<sup>7</sup> Selon la définition de l'OIT, ces personnes ne sont pas considérées comme étant au chômage.

baisses de prix en août. Par rapport à l'année précédente, les prix du transport aérien ont baissé de 19,3 %, ceux du carburant de 14,2 % : les voyages à forfait à l'étranger ont également diminué très fortement. À elles seules, ces trois rubriques ont contribué en août à une baisse de l'IPC de plus de 0,6 point de pourcentage.

Toutes les rubriques n'ont cependant pas été touchées par la baisse des prix : les denrées alimentaires, notamment – une catégorie de biens très demandée dans le commerce de détail ces derniers mois – sont devenues plus chères, de même que les repas et les boissons dans la restauration.

### graphique 30 : Contributions à l'inflation

variation sur un an en points de pourcentage



source : OFS